



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 20.3.2019  
C(2019) 2305 final

View Building  
26-38 Rue de l'Industrie  
1040 Bruxelles

**DÉCISION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4 DES  
MODALITÉS D'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT (CE) N° 1049/2001<sup>1</sup>**

**Objet: Demande confirmative d'accès à des documents en vertu du règlement  
(CE) n° 1049/2001 — GESTDEM 2018/6974**

Monsieur,

Je donne suite à votre courriel du 11 février 2019, enregistré le 12 février 2019, par lequel vous sollicitez, conformément au règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission<sup>2</sup>, une révision de la position adoptée par la direction générale de la concurrence en réponse à votre demande initiale du 27 décembre 2018.

**1. OBJET DE VOTRE DEMANDE**

Dans votre demande initiale, vous sollicitiez l'accès à :

- « Tout document permettant d'apprécier ce qu'il est advenu de la plainte déposée par Crossrail Benelux en lien avec la mise en œuvre de la décision du 26 mai 2010 dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB ;
- « Les échanges intervenus entre la Commission européenne et les autorités belges concernant le marché belge du fret ferroviaire, et plus généralement tous les documents transmis à la Commission européenne dans le contexte de la plainte déposée par Crossrail Benelux en lien avec la mise en œuvre de la décision du 26 mai

---

<sup>1</sup> Journal officiel L 345 du 29 décembre 2001, p. 94.

<sup>2</sup> Journal Officiel L 145 du 31.5.2001, p. 43.

2010 dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB ;

- « Les échanges intervenus entre la Commission européenne et Crossrail Benelux concernant le marché belge du fret ferroviaire, et plus généralement tous les documents transmis à la Commission européenne dans le contexte de la plainte déposée par Crossrail Benelux en lien avec la mise en œuvre de la décision du 26 mai 2010 dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB ;
- « La plainte déposée par Crossrail Benelux dans le cadre du suivi de la décision du 26 mai 2010 dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB ;
- « L'ensemble des documents fournis par les autorités belges à la Commission européenne justifiant de la mise en œuvre de la décision devenue définitive du 26 mai 2010 dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB, et en particulier tous les documents relatifs à la filialisation ;
- « Tous les rapports fournis par les autorités belges à la Commission européenne justifiant de la mise en œuvre de la décision du 26 mai 2010 devenue définitive dans l'affaire N 726 / 2009 - Belgique - Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB, ainsi que les analyses fournies au soutien de ces rapports s'agissant notamment des personnes directement employées par Newco dans le cadre de contrats de travail et d'agents statutaires ayant accepté leur transfert dans cette dernière ».

Dans sa réponse initiale datée du 21 janvier 2019, la direction générale de la concurrence a refusé l'accès aux documents demandés en se fondant sur les exceptions prévues à l'article 4, paragraphe 2, premier tiret (protection des intérêts commerciaux) et troisième tiret (protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit) du règlement (CE) n° 1049/2001.

Par votre demande confirmative, vous sollicitez une révision de la position adoptée par la direction générale de la concurrence. Vous invoquez un certain nombre d'arguments à l'appui de votre demande. Ceux-ci ont été pris en compte dans notre appréciation, dont les conclusions sont exposées ci-après.

## **2. APPRÉCIATION ET CONCLUSIONS AU TITRE DU RÈGLEMENT (CE) N° 1049/2001**

Lors de l'évaluation d'une demande confirmative d'accès aux documents en vertu du règlement (CE) n° 1049/2001, le Secrétariat général procède à un examen indépendant de la réponse donnée par la direction générale concernée au stade initial.

À la suite de cet examen, j'ai le regret de vous informer que je dois confirmer la réponse initiale de la direction générale de la concurrence de refuser l'accès aux documents demandés, sur le fondement des exceptions visées à l'article 4, paragraphe 2, premier et troisième tirets, règlement (CE) n° 1049/2001, exceptions relatives à la protection des intérêts

commerciaux de la personne physique et morale et des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit, pour les raisons décrites ci-dessous.

## **2.1. Protection des objectifs des activités d'enquête et des intérêts commerciaux**

Conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la Commission européenne « peut prendre en compte de manière cumulative plusieurs motifs de refus visés à l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001 aux fins d'apprécier une demande d'accès à des documents qu'elle détient » et deux exceptions différentes peuvent, comme dans le cas présent, être « étroitement liées ».<sup>3</sup>

L'article 4, paragraphe 2, troisième tiret, du règlement (CE) n° 1049/2001 dispose que « [l]es institutions refusent l'accès à un document dans le cas où sa divulgation porterait atteinte à la protection [...] des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit ».

L'article 4, paragraphe 2, premier tiret, du règlement (CE) n° 1049/2001 dispose que « [l]es institutions refusent l'accès à un document dans le cas où sa divulgation porterait atteinte à la protection [...] des intérêts commerciaux d'une personne physique ou morale déterminée, y compris en ce qui concerne la propriété intellectuelle ».

À titre liminaire, il convient de noter que les six documents sollicités font partie d'un dossier administratif relatif au contrôle des aides d'État. Même s'il a été mis un terme à la procédure lors de la prise de la décision de la Commission européenne « aide d'État - N 726/2009 – Belgique Projet d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB »<sup>4</sup>, les documents faisant partie dudit dossier administratif n'ont pas été rendus publics par cette dernière. Selon une jurisprudence constante, l'appartenance de documents à un dossier administratif relatif à une procédure de contrôle d'une aide d'État est nécessaire et suffisante pour appliquer à ces documents une présomption générale de non-divulgateion.<sup>5</sup>

Ainsi que la direction générale de la concurrence l'a déjà précisé à juste titre, l'instruction de l'affaire a impliqué le traitement d'informations commerciales sensibles sur les entreprises concernées, informations dont la publication porterait atteinte de manière significative aux intérêts commerciaux de ces entreprises. De plus, dans les procédures de contrôle des aides d'État, la Commission européenne s'appuie sur des contributions des États membres, qui contiennent généralement des informations commercialement sensibles concernant les entreprises. Par conséquent, octroyer l'accès à ces documents serait de nature à entraver la volonté des États membres de coopérer avec la Commission européenne et porterait ainsi atteinte aux objectifs d'activité d'enquête.

---

<sup>3</sup> Arrêt du Tribunal du 13 septembre 2013 dans l'affaire T-380/08, Pays-Bas/Commission, EU:T:2013:480 (ci-après arrêt « Pays-Bas/Commission »), point 34.

<sup>4</sup> Disponible sur le site [http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/cases/234490/234490\\_1159523\\_165\\_2.pdf](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/234490/234490_1159523_165_2.pdf)

<sup>5</sup> Arrêt de la Cour du 14 juillet 2016 dans l'affaire C-271/15 P Sea Handling/Commission, EU:C:2016:557, (ci-après arrêt « Sea Handling »), point 41 et arrêt du Tribunal du 7 septembre 2017 dans l'affaire T-451/15, AlzChem AG c Commission, (ci-après arrêt « AlzChem AG »), EU:T:2017:588, points 25 et 60.

Vous estimez que ces exceptions sont inapplicables en l'espèce. Vous considérez que la Commission européenne s'appuie sur des considérations générales et qu'elle « ne se livre à aucune analyse détaillée des raisons pour lesquelles elle considère que les exceptions tenant à la protection des intérêts commerciaux et des activités d'enquête sont applicables à chacune des six demandes ». Vous estimez également que la Commission européenne doit effectuer une analyse et un examen individuels de chaque document et que son « raisonnement ne permet pas de comprendre comment l'accès aux documents demandés est susceptible de porter concrètement et effectivement atteinte aux intérêts protégés, ni comment cette analyse est compatible avec l'exigence d'une interprétation stricte des exceptions ».

En réponse à ces considérations, je me permets tout d'abord de rappeler que, dans son arrêt *Technische Glaswerke Ilmenau*, qui portait sur une demande d'accès à des documents dans deux affaires d'aides d'État, la Cour de justice a confirmé le refus de la Commission européenne d'octroyer accès aux documents demandés et a reconnu l'existence d'une présomption générale selon laquelle la divulgation des documents d'un tel dossier porterait, en principe, atteinte à la protection des objectifs des activités d'enquête.<sup>6</sup> Selon le raisonnement de la Cour, une telle divulgation mettrait en cause le régime de contrôle des aides d'État.<sup>7</sup>

Contrairement à ce que vous soulignez dans votre demande confirmative, la Cour de justice a déjà souligné que les parties intéressées autres que l'État membre concerné, y compris les bénéficiaires d'une aide d'État, n'ont pas le droit de consulter les documents contenus dans le dossier administratif de la Commission européenne, notamment en raison du fait que « [...] l'accès au dossier permet aux intéressés d'obtenir l'ensemble des observations et des documents présentés à la Commission, et, le cas échéant, de prendre position sur ces éléments dans leurs propres observations, ce qui est susceptible de modifier la nature d'une telle procédure ».<sup>8</sup> Ce raisonnement ne contredit par l'article premier du règlement (CE) n° 1049/2001 consacrant le principe général du droit d'accès aux documents des institutions, qui ne constitue pas un droit d'accès illimité.

La procédure de contrôle des aides d'État est strictement bilatérale entre la Commission européenne et l'État membre concerné. Elle s'accompagne souvent d'un long dialogue dans le cadre duquel des informations sensibles sont échangées, étant bien entendu qu'elles resteront confidentielles. Contrairement à ce que vous suggérez, la divulgation des documents afférents à un dossier d'enquête sur des aides d'État saperait donc la volonté des États membres de coopérer lors de futures enquêtes sur des aides d'État. Par conséquent, la confidentialité doit être garantie à tout moment afin de créer et de maintenir un climat de confiance mutuelle entre la Commission européenne et les États membres.

---

<sup>6</sup> Arrêt de la Cour du 29 juin 2010 dans l'affaire C-139/07 Commission/Technische Glaswerke Ilmenau, EU:C:2010:376, (ci-après arrêt « Technische Glaswerke Ilmenau »), points 52 à 61.

<sup>7</sup> Voir aussi arrêt de la Cour du 21 septembre 2010 dans l'affaire C-514/07 P Suède et autres/API et Commission, EU:C:2010:376, (ci-après arrêt « API/Commission »), points 99 et 100, et arrêt de la Cour du 28 juin 2012 dans l'Affaire C-404/10 P Commission/Odile Jacob, EU:C:2012:393, (ci-après arrêt « Editions Odile Jacob »), points 108-126.

<sup>8</sup> Arrêt Technische Glaswerke Ilmenau, cité précédemment, points 58 et 59.

Il y a lieu de rappeler que l'exception prévue à l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret, du règlement (CE) n° 1049/2001 ne vise pas à protéger les activités d'enquête en tant que telles, mais l'objectif de ces activités, qui consiste à amener l'État membre concerné à se conformer au droit de l'Union. Ceci reste valable même si l'enquête ou l'inspection particulière ayant donné lieu aux documents auxquels l'accès est demandé est terminée.<sup>9</sup>

En outre, dans le cadre des enquêtes menées dans le domaine de la concurrence, la Commission européenne recueille invariablement des informations commerciales sensibles concernant la ou les entreprises faisant l'objet de l'enquête, afin d'apprécier l'existence ou non d'une violation du droit de l'UE en matière de concurrence.

Dans l'affaire *Odile Jacob*, la Cour a spécifiquement reconnu que le fait d'autoriser l'accès à de tels documents porterait atteinte tant à la protection des objectifs des activités d'enquête qu'à celle des intérêts commerciaux des entreprises impliquées.<sup>10</sup> De plus, la publication d'informations sensibles concernant les activités économiques d'entreprises soumises à une procédure de contrôle par la Commission européenne est susceptible de porter atteinte aux intérêts commerciaux de ces dernières, même après la clôture de la procédure de contrôle.<sup>11</sup>

Je vous renvoie également à l'arrêt *Agrofert*, dans lequel la Cour a jugé que cette présomption générale de confidentialité pouvait s'appliquer pendant une période de 30 ans, voire au-delà.<sup>12</sup>

Vous vous appuyez sur l'arrêt de la Cour dans l'affaire *NLG c. Commission*<sup>13</sup> pour affirmer qu'il ne peut pas être présumé que la divulgation des documents porterait atteinte à la protection des intérêts commerciaux même si les documents relèvent du dossier administratif de la Commission européenne dans le cadre du contrôle des aides d'Etat. Veuillez noter que le raisonnement utilisé dans cette jurisprudence est devenu obsolète, notamment du fait de l'entrée en vigueur du règlement du Conseil (UE) n° 734/2013 le 22 juillet 2013<sup>14</sup>, qui introduit la possibilité pour la Commission européenne, dans certaines circonstances, d'envoyer des requêtes d'information directement aux entreprises ou associations d'entreprises afin de recueillir des informations de marché nécessaires pour finaliser son évaluation dans une affaire d'aides d'Etat. En outre, ce règlement permet à la Commission européenne d'imposer des amendes et des astreintes aux entreprises ou associations d'entreprises concernées pour avoir manqué à leurs obligations de fournir de telles informations de marché.

---

<sup>9</sup> Arrêt API/Commission, cité précédemment, point 133

<sup>10</sup> Arrêt *Éditions Odile Jacob*, cité précédemment, points 123 et 124

<sup>11</sup> *Ibid*, point 124

<sup>12</sup> Arrêt *Agrofert Holding*, cité précédemment, point 67

<sup>13</sup> Arrêt du tribunal du 24 mai 2011 dans les affaires jointes T-109/05 et T-444/05 *NLG c. Commission*, EU:T:2011:235, point 135.

<sup>14</sup> Règlement (UE) n° 734/2013 du Conseil du 22 juillet 2013 modifiant le règlement (CE) n° 659/1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE, Articles 6 bis et 6 ter, Journal Officiel L 204 p.15.

En raison des similitudes qui existent entre les procédures, le raisonnement concernant l'accès à des documents relevant des dossiers d'enquête clôturées en matière de concentrations et d'ententes<sup>15</sup>, s'applique également à l'accès à des documents relevant des dossiers d'enquête clôturées en matière d'aides d'Etat. En effet, la publication d'informations sensibles concernant les activités économiques des entreprises concernées dont la Commission européenne peut disposer, est susceptible de porter préjudice à leurs intérêts commerciaux, indépendamment de la question de savoir si la procédure d'aide d'Etat a été clôturée ou non.

Ce raisonnement est consacré par la jurisprudence. En effet, bien que les arrêts *Odile Jacob* et *Agrofert* concernent une enquête de contrôle d'une concentration, et, contrairement à ce que vous affirmez dans votre demande confirmative, leur raisonnement s'applique par analogie aux procédures de contrôle des aides d'Etat et il convient de reconnaître l'existence d'une présomption générale de confidentialité dans chacune de deux procédures.<sup>16</sup> Malgré l'existence de certaines différences entre la conduite des procédures de contrôle des opérations de concentration et d'antitrust, et, celle des procédures de contrôle des aides d'Etat, les unes comme les autres ont pour objectif de veiller à ce que la concurrence sur le marché intérieur ne soit pas faussée et à ce que les opérateurs économiques agissent de manière licite. L'arrêt *AlzChem*, auquel vous vous référez, confirme l'existence de ces similitudes.<sup>17</sup>

Je vous renvoie par ailleurs aux arrêts récents rendus par le Tribunal dans deux affaires concernant *Arca Capital Bohemia*, tous deux relatifs à des procédures d'aide d'Etat clôturées.<sup>18</sup> Conformément à cette jurisprudence, les informations couvertes par le secret professionnel peuvent être tant des informations confidentielles que des secrets d'affaires, qui « [...] pourraient être utilisées profitablement par d'autres entreprises si elles venaient à être divulguées puisqu'elles procurent à l'entreprise qui les possède un avantage économique, stratégique ou organisationnel et structurel ». <sup>19</sup> De plus, dans cette affaire, le Tribunal a confirmé que, contrairement à ce que vous évoquez, « [...] la Commission n'était pas tenue de procéder à un examen individuel de chaque document auquel l'accès a été demandé, afin de vérifier si, en dépit de l'écoulement du temps, les informations contenues dans les documents en cause méritaient toujours d'être protégées en vertu de l'exception relative à la protection des intérêts commerciaux. En effet, une telle exigence priverait la présomption générale de son effet utile, à savoir de permettre à la Commission de répondre à une demande d'accès globale d'une manière également globale ». <sup>20</sup>

---

<sup>15</sup> Arrêts *Pays Bas c. Commission* (point 43) et *Agrofert Holding* (point 66), cités précédemment.

<sup>16</sup> Arrêt *Sea Handling*, cité plus haut, point 45.

<sup>17</sup> Arrêt *AlzChem*, cité précédemment, points 28 et 57.

<sup>18</sup> Arrêts du Tribunal du 11 décembre 2018 dans les affaires T-440/17 et T-441/17, *Arca Capital Bohemia*, EU:T:2018:898 et EU:T:2018:899 (les références faites ci-après à l'arrêt « *Arca Capital Bohemia* » concerne l'affaire T-440/17), points 48-49.

<sup>19</sup> *Ibid*, points 53-54.

<sup>20</sup> *Ibid*, point 56.

Dans votre demande confirmative, vous vous appuyez sur l'arrêt du Tribunal dans l'affaire *AlzChem* pour affirmer que la présomption générale d'atteinte aux activités d'enquête ne s'applique qu'aux procédures clôturées pour lesquelles il existe un recours juridictionnel pendant. De cette manière, vous suggérez que la présomption serait inapplicable s'agissant des documents afférents à des procédures d'aides d'Etat clôturées, mais qui ne font pas ou plus l'objet d'un recours juridictionnel pendant.

Je ne partage pas votre analyse de l'arrêt en question. Le Tribunal a affirmé dans cet arrêt que « [...] la divulgation des documents en cause est susceptible de porter atteinte à la protection des activités d'enquête relative à une procédure d'application de l'article 108 TFUE, même clôturée, lorsqu'un recours juridictionnel dirigé contre la décision au fond est pendant »<sup>21</sup>. Cette affirmation ne signifie nullement pas que ladite divulgation n'est plus susceptible de porter atteinte à la protection des activités d'enquête et des intérêts commerciaux lorsque le recours juridictionnel dirigé contre la décision au fond n'est plus pendant. Elle répond seulement à un argument que le requérant avait soulevé, dans l'affaire *AlzChem*, et qui consistait à dire que l'affaire était close dès la prise de décision de la Commission.

Ce point a en outre été clarifié dans l'arrêt *Arca Bohemia*. Le Tribunal a notamment souligné qu'il appartenait au requérant de démontrer que l'exception tendant à la protection des intérêts commerciaux des tiers n'était plus applicable, au-delà de la durée de la procédure de contrôle d'aide d'Etat.<sup>22</sup>

Il s'ensuit qu'en principe, la divulgation de ces informations dans le cadre d'enquêtes sur les aides d'Etat aurait un effet négatif sur les intérêts commerciaux et risquerait par ailleurs de porter atteinte à la volonté des États membres de coopérer dans le cadre de telles enquêtes conduites par la Commission européenne, même après la clôture définitive du dossier. En effet, comme cela a déjà été indiqué, les documents demandés sont couverts dans leur intégralité par une présomption générale de non-accessibilité fondée sur les exceptions prévues par les premier et troisième tirets de l'article 4, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1049/2001.

Compte tenu de ce qui précède, j'estime que l'application des exceptions prévues à l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret (protection des objectifs des activités d'enquête), et à l'article 4, paragraphe 2, premier tiret (protection des intérêts commerciaux), du règlement (CE) n° 1049/2001 est justifiée, et qu'il y a lieu de refuser l'accès aux documents sur ce fondement.

### **3. ACCÈS PARTIEL**

J'ai également examiné la possibilité d'octroyer un accès partiel aux documents concernés, conformément à l'article 4, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1049/2001.

---

<sup>21</sup> Arrêt *AlzChem*, cité précédemment, point 41.

<sup>22</sup> Arrêt *Arca Capital Bohemia*, cité précédemment, point 57.

Il ressort toutefois de l'évaluation effectuée ci-dessus que les documents entrant dans le champ d'application de votre demande sont manifestement et intégralement couverts par les exceptions prévues à l'article 4, paragraphe 2, premier et troisième tirets, et à l'article 4, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement (CE) n° 1049/2001.

Il y a également lieu de souligner que la Cour de justice a confirmé qu'une présomption de confidentialité excluait la possibilité d'autoriser un accès partiel aux documents.<sup>23</sup>

#### **4. INTÉRÊT PUBLIC SUPÉRIEUR JUSTIFIANT LA DIVULGATION**

Les exceptions visées à l'article 4, paragraphe 2, ne s'appliquent pas s'il existe un intérêt public supérieur justifiant la divulgation des documents. Cet intérêt doit, premièrement, être public et, deuxièmement, l'emporter sur le préjudice causé par la divulgation.

Dans votre demande confirmative, vous évoquez « l'intérêt indéniable à obtenir la communication des documents sollicités : le droit des citoyens européens et des entreprises de contrôler l'usage qui est fait des fonds publics ». De plus, vous estimez que « dans la mesure où le droit des aides d'Etats concerne des ressources publiques, il est tout à fait légitime que les citoyens européens et les entreprises soient en mesure d'obtenir des informations sur la façon dont ces ressources publiques ont été utilisées, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de suivre la mise en œuvre d'une décision reconnaissant l'existence d'une aide sous conditions ».

Dans ce contexte, le Tribunal a souligné dans l'arrêt *Sea Handling* que le principe de transparence ne peut constituer un intérêt public supérieur que dans des cas exceptionnels : « Ce n'est que lorsque les circonstances particulières de l'espèce permettent de considérer que le principe de transparence présente une acuité particulière que ce principe pourrait constituer un intérêt public supérieur, susceptible de dépasser le besoin de protection des enquêtes et des intérêts commerciaux des entreprises et, donc, de justifier la divulgation des documents demandés conformément à l'article 4, paragraphe 2, in fine, du règlement n° 1049/2001 ».<sup>24</sup>

Dans votre demande confirmative, vous ne présentez aucun argument dûment étayé quant à l'existence de telles circonstances particulières de l'espèce conférant « une acuité particulière » au principe de transparence, donnant lieu à un intérêt public supérieur.

Je constate également que des considérations d'ordre général telles que le droit des citoyens européens et des entreprises de contrôler l'usage qui est fait des fonds publics ne sauraient suffire aux fins d'établir qu'un intérêt public supérieur prime sur les raisons justifiant le refus de divulgation de document en question.

---

<sup>23</sup> Arrêt *Sea Handling*, cité précédemment, point 93.

<sup>24</sup> *Ibid*, point 101.



Je ne suis pas non plus parvenu, sur la base des éléments en ma possession, à établir l'existence d'un intérêt public supérieur quelconque justifiant la divulgation des documents en question.

Le fait que les documents en question aient été établis dans le cadre d'une procédure administrative renforce cette conclusion. La Cour de justice a en effet reconnu l'existence d'une présomption d'accessibilité plus large dans les cas où les institutions européennes agissent en qualité de législateur que dans les cas où les documents en question s'inscrivent dans le cadre de leurs fonctions administratives.<sup>25</sup>

Par conséquent, je considère que, dans le cas présent, il n'y a pas d'éléments susceptibles de démontrer l'existence d'un intérêt public supérieur capable de primer sur la protection des intérêts commerciaux d'une personne physique et morale déterminée et l'objectif des activités d'enquête consacrée par l'article 4, paragraphe 2, premier et troisième alinéa, du règlement (CE) n° 1049/2001.

## **5. VOIES DE RECOURS**

Enfin, je voudrais attirer votre attention sur les voies de recours possibles contre la présente décision, à savoir les recours juridictionnels et la plainte auprès du Médiateur, selon les conditions exposées respectivement aux articles 263 et 228 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



*Pour la Commission*  
*Martin SELMAYR*  
*Secrétaire général*

---

<sup>25</sup> Arrêt Technische Glaswerke Ilmenau, cité précédemment, point 60.